

De la société industrielle à la société de communication

I. Les mutations économiques et sociales du second XXe siècle

1. La croissance dans les pays industrialisés

- De 1945 à 1973, les pays industrialisés connaissent une croissance économique exceptionnelle (l'économiste Jean Fourastié forge le terme de « Trente Glorieuses » pour évoquer cette période en France). En 20 ans, on assiste à un triplement de la richesse mondiale produite. Plus des deux tiers de cette croissance est le fait d'un petit nombre de pays: États-Unis, URSS, Japon, RFA, France, Royaume-Uni et Italie. L'essor de la production repose sur des secteurs anciens, comme l'automobile, la sidérurgie ou l'électricité, mais concerne également de nouvelles productions (électroménager, pétrochimie, aéronautique, électronique). Malgré les progrès constants de la productivité, le chômage n'augmente pas: les pays occidentaux vivent une période de plein emploi.
- Les facteurs de la croissance économique sont multiples. Le développement du commerce international constitue un second facteur: les barrières douanières sont abaissées, dans le cadre des négociations du **GATT**, et les zones de libre-échange se multiplient dans le monde (CEE, **ASEAN**). Enfin, on doit souligner le rôle des États, qui multiplient les interventions pour relancer les économies: nationalisations et planification en France, augmentation des dépenses publiques, investissements massifs dans la recherche et dans l'éducation. On observe enfin une forte augmentation de la fécondité: en Amérique du Nord et en Europe occidentale, le taux de fécondité est de 18 (pour mille) en moyenne. Cette augmentation des hommes entraîne une augmentation du nombre de consommateurs. D'autre part, les populations actives des pays concernés sont plus nombreuses et plus jeunes, ce qui constitue un atout supplémentaire pour les économies.
- Cette croissance comporte néanmoins des limites. Tout d'abord, elle ne concerne qu'un nombre restreint de pays. L'écart se creuse entre les pays industrialisés du Nord, et les pays du Sud, que l'on commence à désigner sous le terme de **Tiers monde**. D'autre part, au sein même des pays industrialisés, l'écart se creuse entre les revenus des ménages les plus riches, et les revenus des ménages les plus pauvres. Et plusieurs groupes demeurent en marge du progrès social: immigrés et minorités ethniques, petits paysans, travailleurs des industries en déclin.

2. La rupture de la croissance et la montée du chômage

- Dès le début des années 1970, on assiste à une rupture de la croissance. Les causes en sont également multiples. Tout d'abord, le dérèglement du système fondé sur le **fordisme**: les salaires augmentent plus rapidement que les profits, les charges et l'endettement des entreprises augmentent et les investissements diminuent. La crise monétaire vient aggraver cette situation: le déficit de la **balance des paiements** américaine entraîne la fin de la parité entre le dollar et l'or, ce qui a pour conséquence un désordre monétaire international. Enfin, les chocs pétroliers (1973 et 1979) pèsent fortement sur les balances commerciales des pays industrialisés, et augmentent le coût des transports et de l'énergie.
- La croissance diminue de moitié dans l'ensemble des pays développés par rapport à la période des Trente Glorieuses. D'autre part, la stagnation de la croissance est associée dans un premier temps à une forte inflation: les économistes parlent de «stagflation»

pour désigner ce phénomène. À partir du début des années 1980, on assiste au contraire à une **déflation**, qui pénalise tout autant les entreprises.

- La conséquence la plus importante de la crise dans les pays industrialisés est la montée du chômage: celui-ci atteint en 1975 le seuil de 15 millions dans les pays de l'**OCDE**, ce qui représente 5% de la population active. Et en 1992, le nombre de demandeurs d'emploi dépasse les 30 millions (8% de la population active). Les politiques de lutte contre la crise, tant **libérales** que d'inspiration **keynésienne** ne parviennent pas à enrayer la montée du chômage. Au niveau mondial, la crise accroît le déséquilibre entre les pays du Nord et ceux du Sud, qui continuent de s'appauvrir, à l'exception des **NPI** d'Asie qui connaissent à leur tour une forte croissance. Dans certaines régions, en particulier en Afrique sub-saharienne, les revenus des populations ne cessent de diminuer.

3. Les mutations sociales

- Dans les pays occidentaux, l'évolution la plus importante concerne la répartition **socio-professionnelle** des populations. On observe tout d'abord une chute de la population active agricole. Ce phénomène est dû à la modernisation des agricultures. Pour ce qui concerne les emplois industriels, on constate une évolution en deux temps: jusqu'aux années 1970, la population active industrielle augmente. Cette évolution correspond à la période de forte croissance et de plein emploi des Trente Glorieuses. Par la suite, le nombre d'actifs diminue dans l'industrie (moins de 30% de la population active totale à partir des années 1990). Mais l'évolution la plus marquante est la diminution d'emplois non qualifiés dans l'industrie, ce qui s'explique par la mutation du secteur industriel dans le cadre de la «**troisième révolution industrielle**». Enfin, on observe une progression constante du secteur tertiaire: les services représentent 38% des emplois dans les pays industrialisés en 1950, et dépassent les 60% au cours des années 1980. On parle de **tertiarisation** des économies occidentales.

- La société de consommation se diffuse dans l'ensemble des pays industrialisés: grâce à la croissance, le pouvoir d'achat moyen triple au cours des Trente Glorieuses. Par la suite, le développement du temps libre et des loisirs amplifie le mouvement. Certains produits deviennent les symboles de ce nouveau mode de vie: automobile, électroménager, télévision, puis diffusion de produits hi-fi et enfin de l'internet. Ce phénomène s'accompagne d'une urbanisation des populations et en particulier du développement des banlieues.

- Toutefois, avec la crise économique, des franges entières de la population des pays occidentaux demeurent à l'écart de ces nouveaux modes de vie. D'autre part, certains dénoncent les effets négatifs de ces bouleversements: individualisme croissant, gaspillages, exclusion sociale.

II. L'évolution des sciences et des techniques

1. Les progrès scientifiques et techniques

- La seconde moitié du **xx^e** siècle est le cadre d'une révolution scientifique et technique. Cette révolution concerne tout d'abord le domaine du nucléaire: la première bombe A est mise au point par les Américains en 1945. Peu après, les scientifiques mettent au point la bombe H, basée sur la fission de l'atome d'hydrogène. Très vite, ces découvertes connaissent des applications civiles: en 1956, la première centrale nucléaire est mise en service en Grande-Bretagne, et à partir des années 1970, plusieurs pays industrialisés maîtrisent la production d'énergie nucléaire.

- Dans le domaine de l'espace, les progrès sont particulièrement spectaculaires: les Soviétiques lancent le premier satellite (Spoutnik, en 1957), le premier homme dans l'espace

(Youri Gagarine, en 1961). Dans le cadre de la guerre froide, les Américains relèvent le défi et en 1969, Neil Armstrong est le premier homme à marcher sur la lune. L'exploration de l'espace se poursuit, les deux grandes puissances envoient des sondes à travers le système solaire et de nombreux satellites, qui permettent la révolution des télécommunications. Au cours des années 1970, les Soviétiques mettent au point une station orbitale (Saliout) tandis que les États-Unis lancent leurs navettes spatiales. D'autres pays se lancent dans le domaine de l'espace: la Chine, la France, l'Inde et le Japon.

- Les progrès de l'électronique permettent la création d'outils nouveaux: la télévision, mise au point peu avant la Seconde Guerre mondiale, connaît des progrès et un développement rapide. En 1948, le transistor remplace les lampes dans les appareils radio. Les premiers ordinateurs apparaissent, qui permettent d'effectuer des calculs jusqu'alors impossibles et commencent à être dotés de mémoires capables de transmettre des ordres. Le laser, mis au point en 1960, représente une autre avancée scientifique majeure.

- Au cours des années 1980, de nouvelles technologies se diffusent, y compris dans le grand public. Des matériaux nouveaux sont mis au point et grâce aux semi-conducteurs, les circuits électroniques sont miniaturisés (microprocesseurs): les entreprises peuvent utiliser massivement les ressources de la bureautique, et l'informatique s'ouvre aux consommateurs. Dans le domaine des **biotechnologies**, les progrès sont également extrêmement rapides et les recherches sur la génétique ouvrent des perspectives nouvelles: recherches sur le génome humain, mise au point d'Organismes génétiquement modifiés (les OGM). Ces progrès suscitent cependant l'inquiétude de certains: ainsi, l'utilisation des OGM dans l'agriculture est l'objet d'un débat concernant d'éventuelles conséquences néfastes de ces nouveaux produits sur l'organisme humain.

2. La «troisième révolution industrielle»

- La conséquence économique des progrès scientifiques et technologiques représente l'autre bouleversement majeur du second xx^e siècle. Elle se fonde en premier lieu sur le développement de nouvelles énergies: l'exploitation des **hydrocarbures** prend une ampleur jamais égalée, avec le développement des sociétés de consommation (automobile, urbanisation), de l'industrie et des transports. Les progrès principaux dans ce domaine concernent les techniques de forage et de transport (oléoducs, gazoducs, supertankers). Toutefois, les chocs pétroliers des années 1970 entraînent, dans le domaine de la production d'énergie, l'essor du nucléaire et la recherche de nouvelles **énergies renouvelables**, comme l'énergie solaire ou la **géothermie**.

- Le second bouleversement, étroitement lié au premier, concerne le domaine de la production: les progrès de l'électronique et des nouvelles technologies permettent la diffusion de l'automatisation. Dans les usines, les robots remplacent progressivement les ouvriers et les chaînes de montage deviennent entièrement automatisées. De même, l'application des progrès de l'électronique aux tâches de gestion, au travail de bureau, puis à toutes les activités tertiaires bouleverse les activités économiques.

- Les conséquences sont multiples: tout d'abord, une forte croissance de la productivité. Ensuite, l'importance des investissements dans les nouvelles technologies qui sont très coûteuses. Cela entraîne un phénomène de **concentration** des entreprises et la multiplication de firmes multinationales. Enfin, on observe une transformation de la population active: forte diminution des emplois non qualifiés.

3. Information et communications

- Jusqu'à la fin des années 1950, l'information et les connaissances sont largement diffusées par la radio, le disque et le cinéma. C'est ensuite le développement rapide de la télévision qui vient bouleverser le mode de vie des individus: en Europe de l'Ouest par exemple, le nombre de téléviseurs est ainsi multiplié par 7 entre 1960 et 1970, puis par quatre dans les vingt années suivantes. La multiplication des satellites de communication et l'invention de la télévision par câble viennent encore étendre le rôle

de la télévision, qui s'impose comme le principal média de l'information. Dans les pays industrialisés, aux États-Unis en particulier, des chaînes diffusent des informations sur l'ensemble de la planète (ainsi, la chaîne d'information américaine CNN).

- L'essor des technologies de l'information et de la communication (on parle des TIC) s'accélère: des outils viennent s'adjoindre au téléphone (fax, répondeur) avant le développement, à partir des années 1990, de la téléphonie mobile. L'association de l'informatique et de la téléphonie permet aux entreprises des gains de rapidité et d'efficacité, et entraîne de nouvelles formes d'activités professionnelles telles que le télétravail.

- **L'internet**, développé aux États-Unis pour l'armée puis pour les scientifiques, s'ouvre au grand public à partir de la dernière décennie du ^{xx}e siècle. Les **autoroutes de l'information** abolissent les distances et la transmission de l'information (textes, images, etc.) devient immédiate. Cette mondialisation de l'information et des échanges donne tout son sens à l'expression «village planétaire», mais certains soulignent ses dangers (ainsi, la mainmise de groupes financiers sur la diffusion de l'information) et observent que des régions entières du monde demeurent en marge de ces progrès.

III. La mondialisation

1. Les causes de la mondialisation

- La mondialisation désigne le phénomène d'interdépendance croissante des zones économiques et le développement des échanges de toutes sortes à l'échelle de la planète. Cette croissance a des causes multiples. Tout d'abord, la libéralisation des échanges depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: les négociations du **GATT** ont entraîné un abaissement continu des barrières douanières, en particulier pour les produits manufacturés. La fin de la guerre froide et de la division du monde en deux blocs a renforcé ce phénomène. En 1996, le GATT devient l'**OMC** (Organisation Mondiale du Commerce) qui compte actuellement plus de 120 pays membres, et dont l'objectif est de libéraliser les échanges dans d'autres secteurs (agriculture, services, produits culturels, informations).

- Cette libéralisation s'accompagne d'une révolution des transports, qui la renforce. Les moyens de transport sont de plus en plus rapides (avions de ligne, trains à grande vitesse), modernes (guidage électronique des navires) et de moins en moins coûteux. Le transport maritime voit ses capacités de charge augmenter et les navires se spécialiser (minéraliers, supertankers pour le transport du pétrole, etc.). La généralisation des **plates-formes multimodales** et de la **conteneurisation** permettent également une plus grande souplesse entre les différents modes de transport.

- La création de zones économiques régionales renforce également ce phénomène: la CEE, créée en 1957 par le traité de Rome, devient en 1993 un marché unique dans le cadre de l'Union européenne. En Asie, l'**ASEAN** est fondée en 1967, organisme de coopération régionale entre les pays membres. En Asie également, l'**APEC** (Coopération économique des pays d'Asie pacifique) créée en 1989, élargit cette coopération. L'**ALENA**, créée en 1994, supprime les droits de douane entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le **Mercosur**, créé en 1995, réunit six pays d'Amérique latine dans un espace de libre-échange.

2. La croissance des échanges

- Depuis la Seconde Guerre mondiale, les exportations mondiales ont été multipliées par 16 (ce qui représente environ 6000 milliards de dollars par an). L'essentiel de ces échanges concerne les biens primaires et les produits manufacturés. Les exportations de services représentent un peu moins du tiers de l'ensemble. Toutefois, l'essentiel des

échanges se concentre entre les pays industrialisés, et en particulier entre les pôles de la **Triade** (Amérique du Nord, Europe occidentale et Asie du Nord-Est). D'autre part, on observe que le commerce intra-régional, c'est-à-dire les échanges à l'intérieur des zones économiques régionales (Union européenne, ASEAN, etc.), représente un peu plus de la moitié du commerce mondial.

- Les firmes **multinationales** sont un des principaux agents de cette mondialisation. Leur nombre passe de 7000 en 1970 à plus de 60000 en 2000. Elles contrôlent l'essentiel des échanges de matières premières et de produits énergétiques (90% des échanges de blé, par exemple) et une grande partie du commerce de produits manufacturés. De plus en plus, elles choisissent de **délocaliser** leurs unités de production, afin de bénéficier de la main-d'œuvre la moins chère, d'infrastructures de qualité ou de la proximité de grandes métropoles (on parle alors de «**transnationalité**»). Leur croissance les place parfois en situation de monopole, ce qui va à l'encontre du principe de libre concurrence, comme l'illustre le procès récent intenté à la multinationale américaine Microsoft.

- Si les partisans de la mondialisation mettent l'accent sur les avantages qu'elle représente pour les consommateurs (baisse du coût de la vie grâce au jeu de la concurrence, choix plus large des produits proposés) et pour le développement des pays pauvres, ses opposants dénoncent un certain nombre de dangers: accroissement des écarts de richesse entre les pays qui participent pleinement à l'accroissement des échanges, et ceux qui demeurent à l'écart de ce phénomène; affaiblissement du pouvoir des États face à des firmes multinationales jugées toutes-puissantes; destruction des États-Providence et de la protection sociale, conséquence du triomphe du **néo-libéralisme**. Ces opposants, les **altermondialistes**, tentent de s'organiser et multiplient les «**forums sociaux**» et les manifestations, malgré leur diversité.

3. La mondialisation de la culture

- La mondialisation se caractérise également par la diffusion d'une «culture mondiale», le plus souvent calquée sur le modèle américain. Celle-ci est véhiculée par les productions audio-visuelles (Hollywood), mais également par la diffusion planétaire de produits symbolisant un certain mode de vie et représentés par de grandes marques, internationalement connues (Nike, Coca-Cola, McDonald's...). Là encore, les firmes multinationales sont le vecteur principal de ce processus.

- Ce phénomène n'est pas nouveau, puisqu'il débute peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la diffusion en Europe occidentale des produits culturels et du mode de vie américain (films, feuilletons télévisés, romans, produits de consommation courante). Son accélération, avec le processus de mondialisation des échanges, permet à certains de parler d'une «culture universelle», dont les États-Unis seraient le centre de diffusion. Cette vision des choses est renforcée par la prépondérance de l'anglais comme langue internationale de l'économie, mais également du savoir et de l'information, comme en témoigne le développement actuel de l'internet.

- Ceux qui contestent cette mondialisation des biens culturels dénoncent l'homogénéisation des modes de vie et de la pensée, et l'hégémonie américaine dans ces domaines. Ils soulignent le danger que représente ce phénomène pour les différentes cultures locales et s'opposent donc au principe de libre concurrence dans le domaine de la culture. Ils souhaitent que le statut de la culture ne soit pas considéré uniquement sous l'angle d'un bien marchand. C'est le cas par exemple de l'Union européenne et de la France, en particulier, qui défendent la notion d'«**exception culturelle**». Récemment, la décision de l'**UNESCO** de rédiger un texte international visant à protéger et promouvoir la diversité des cultures montre bien l'enjeu particulier de la mondialisation de la culture.